PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Régie LIGNE D'AZUR, établissement public industriel et commercial (EPIC), immatriculé au RCS de Nice sous le numéro 794 030 213 ayant son siège social 2, boulevard Henri Sappia, 06100 Nice

Représentée par Madame Julie RETI, Directrice générale, habilitée aux présentes en vertu de la délibération n°21 du conseil d'administration du 17 décembre 2024.

Ci-après dénommé « **RLA** »

ET :

La société Transdev Côte d'Azur, SAS dont le siège est Boulevard Slama « Nice la Plaine » à NICE, SIREN 334 782 570 RCS Nice,

Représentée par Antoine Séguret en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **TRANSDEV** »

RLA et TRANSDEV étant ci-après dénommées individuellement « une Partie » ou collectivement « les Parties ».

EXPOSÉ PRÉALABLE

Il est précisé que l'exposé préalable ci-après fait partie intégrante de la transaction.

La Régie Ligne d'Azur est la régie des transports en commun de la métropole Nice Côte d'Azur, créé en 2013 sous la forme d'un établissement public industriel et commercial. RLA a pour mission l'exploitation, la commercialisation et le développement des services réguliers de transports urbains, Lignes d'Azur, ainsi que le transport des personnes à mobilité réduite, Mobil'Azur, sur le territoire des 51 communes de la métropole Nice Côte d'Azur. La Régie est en charge de l'entretien des infrastructures du réseau.

Dans le cadre de ses missions, RLA a lancé un marché public de services de transport, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, pour l'exécution de circuits de transports réguliers sur le territoire de Nice Côte d'Azur.

Ce marché, signé le 24 décembre 2021, pour une durée de quatre ans du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025. Le marché est un accord à bons de commande mono-attributaire d'un montant annuel moyen de 13 334 K€/an et d'un montant maximum annuel de 20 000 K€.

Le marché prévoit la mise à disposition de véhicules faible émission de type GNV (35 véhicules Faible émission dont 16 véhicules Trouillet en retard /58 véhicules au total). S'agissant de petits véhicules très spécifiques, Transdev a fait appel à la société Trouillet, carrossier en charge de l'assemblage d'éléments fournis par Iveco et UNVI.

Le contrat prévoyait un délai de 18 mois pour la mise en service de ces véhicules (soit le 24 juin 2023).

Une pénalité de 2 000 euros par véhicule et par jour de retard est prévue en cas de non-respect de ces délais (cf annexe 12 du CCTP).

En raison de difficultés d'approvisionnement rencontrées par le fournisseur de Transdev, la Société TROUILLET, la mise à disposition de 16 bus GNV commandés par la Régie a été retardée, entraînant l'application de pénalités de retard par la RLA à l'encontre de TRANSDEV.

La mise en exploitation des 16 bus à faible émission s'est faite progressivement de fin août 2024 à fin décembre 2025.

Le temps de la mise en service des véhicules faible émission, Transdev a assuré le service avec des véhicules Diesel et a facturé RLA sur la base des coûts unitaires des véhicules Diesel, de sorte que la continuité du service a toujours été maintenue et qu'il n'en a résulté aucun enrichissement de Transdev.

A la date de mise en exploitation du dernier bus par TRANSDEV, soit à fin décembre 2024, le montant total des pénalités de retard s'élevait à la somme de 15 450 000 euros.

TRANSDEV a contesté l'application de ces pénalités au regard des explications données par la société Trouillet qui considère que la cause du retard dans la mise à disposition des bus

relève d'un cas de force majeure. En outre, TRANSDEV considère que le montant de ces pénalités est excessif.

TRANSDEV a fait valoir que le montant des pénalités représentait plus de 1000 % du coût de mis à disposition des bus concerné, ce qui serait manifestement excessif, notamment au regard de la jurisprudence administrative en matière de modulation des pénalités de retard.

Au regard des explications et justificatifs transmis, RLA considère que le cas de force majeure qui permettrait d'exonérer totalement Transdev de l'application des pénalités n'est pas suffisamment démontré.

La Régie a également soutenu que le calcul du montant des pénalités de retard résultait de l'application des clauses du marché et apparaissait ainsi justifié.

Enfin, RLA a fait valoir que l'absence de livraison des bus commandés et l'utilisation prolongée de véhicules à moteur thermique lui a causé un préjudice lié au retard pris pour la décarbonation du réseau de transport qu'elle gère en contradiction avec les objectifs de réduction des émissions fixés par son autorité de tutelle, la Métropole Nice Côte d'Azur.

En l'absence d'accord des parties sur l'application des clauses du contrat relatives aux pénalités de retard, un différend est né entre RLA et TRANSDEV.

Les parties ont alors recherché une résolution amiable de leur différend avant d'engager toute procédure juridictionnelle en application de l'article 22 du CCAP du marché selon lequel :

« En cas de litige résultant de l'application du présent marché, la Régie Ligne d'Azur et le titulaire chercheront dans un premier temps une résolution à l'amiable. En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal de Nice sera le seul compétent ».

C'est dans ce cadre que les parties ont saisi conjointement le tribunal administratif de Nice aux fins de désignation d'un médiateur.

Par une ordonnance du 26 août 2024, le tribunal a désigné Mme Serpentier-Linares comme médiatrice avec pour mission de concilier les Parties.

Dans le cadre de la médiation, RLA a réitéré sa demande de se voir communiquer tous les justificatifs nécessaires pour établir l'origine et la cause du retard subi dans la mise à disposition des bus commandés à TRANSDEV.

RLA a également souhaité étendre la médiation sur deux autres sujets :

- Application de pénalités pour non-conformité des girouettes des minibus D City
- Facturation induite d'un coût de dépôt

TRANSDEV a fait droit aux demandes de communication de RLA en lui transmettant :

- De nombreux courriers adressés à son fournisseur rappelant le cadre contractuel applicable, le risque d'application de pénalités et la nécessité d'établir la force majeure par des justificatifs probants ;

- Des explications sur l'origine et la cause des retards subis (notamment la pénurie des composants électroniques liée à la guerre en Ukraine),
- Des attestations de plusieurs sociétés impliquées dans la chaîne logistique de fourniture ou de fabrication des bus commandés à TRANSDEV et achetés par TRANSDEV à TROUILLET.

Après une analyse minutieuse de ces justificatifs et documents, RLA a pu vérifier qu'au moins en ce qui concernait l'approvisionnement en châssis par TROUILLET pour assembler les bus achetés par TRANSDEV, la force majeure pouvait être retenue au regard de la rupture totale d'approvisionnement subie pendant de nombreux mois à cause des suites de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine.

Les deux autres sujets dont RLA souhaitait discuter en médiation ont pu être évoqués.

Aussi, sous l'égide de la Médiatrice, les parties ont poursuivi leurs échanges une fois la force majeure admise dans son principe pour trouver un accord sur le quantum des pénalités.

Aux termes de ces échanges, les Parties ont identifié des concessions mutuelles afin de mettre un terme au litige au moyen d'un accord amiable transactionnel.

C'est l'objet du présent Protocole transactionnel.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE

Le présent Protocole a pour objet de mettre un terme au différend, tel qu'il est exposé en préambule, relatif aux pénalités dues par TRANSDEV pour le retard dans la mise à disposition des 16 bus GNV commandés par RLA en exécution de l'accord-cadre à bons de commande pour l'exécution de circuits de transports réguliers sur le territoire de Nice Côte d'Azur.

ARTICLE 2 : RESPONSABILITES

Les Parties signataires au présent protocole conviennent que celui-ci ne vaut aucune reconnaissance ni transfert de responsabilité de l'une des Parties signataires.

ARTICLE 3 : CONCESSIONS RÉCIPROQUES

Les Parties se sont mutuellement accordées, dans le cadre du présent Protocole transactionnel, les concessions réciproques suivantes :

3.1. Concessions de RLA

En premier lieu, RLA renonce à toute réclamation et à toute action de quelque nature que ce soit, à l'encontre de TRANSDEV au titre du retard dans la mise à disposition des 16 bus GNV commandés et des préjudices qu'elle a subis en découlant (préjudice d'image, absence d'atteinte des objectifs de décarbonation, etc.).

En deuxième lieu, RLA renonce également à toute pénalité pour non-conformité des bus GNV livrés par TRANDEV au titre de l'affichage girouette non conforme aux dispositions du CCTP du marché jusqu'à la date de signature du présent Protocole. Cette clause ne vaut pas renoncement général et absolu de RLA en cas de nouvelles non-conformités constatées de quelque nature que ce soit, postérieurement à la signature du Protocole et jusqu'à l'issue de l'exécution du marché.

En troisième lieu, RLA renonce à toute action ou réclamation à l'encontre de TRANSDEV au titre de l'absence d'installation d'un nouveau dépôt à La Trinité au titre du marché n°21285 « Exécution de circuits de transports réguliers sur le territoire de Nice Côte d'Azur : collines niçoises ».

Enfin, RLA prend l'engagement de principe d'autoriser TRANSDEV à réemployer les bus de marque TROUILLET – modèle D-City GNV au terme de l'exécution de l'accord-cadre actuel dans le cadre de l'exécution du nouveau marché (oct 2025 – dec 2031) portant sur des « prestations de transport de personnes (lignes régulières) sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'azur – Vence – Rive Droite du Var Littorale ».

En contrepartie de ces concessions, RLA accepte :

- que les pénalités de retard dues par TRANSDEV soient fixées à la somme forfaitaire de un million quatre cent mille euros (1.400.000 euros), et
- de percevoir à titre d'indemnité un tiers de la somme que TRANSDEV sera susceptible de récupérer (ie. : encaissée) auprès de la société TROUILLET, par voie amiable ou judiciaire, au titre des seules pénalités dues en raison du retard de la fourniture des bus ; indemnité plafonnée en tout état de cause à la somme de cent mille euros (100 000 €).

3.2. Concessions de TRANSDEV

En premier lieu, TRANSDEV accepte, à titre de concession transactionnelle, de verser à RLA :

- La somme de un million quatre cent mille euros (1.400.000 euros), et
- Une indemnité d'un tiers de la somme que TRANSDEV sera susceptible de récupérer (ie. : encaissée) auprès de la société TROUILLET, par voie amiable ou judiciaire, au titre des seules pénalités dues en raison du retard de la fourniture des bus ; indemnité plafonnée en tout état de cause à la somme de cent mille euros (100 000 €)...

...le tout valant indemnisation forfaitaire totale et définitive au titre du litige exposé en préambule.

Il est précisé, s'agissant d'une indemnisation soldant un litige commercial, que le montant sus indiqué n'est pas soumis à la TVA.

La somme de un million quatre cent mille euros (1.400.000 euros) sera réglée, sur présentation d'une facture ou de tout document comptable, par virement bancaire sur le RIB du compte RLA annexé au présent Protocole dans un délai maximal de trente (30) jours suivant la signature du présent Protocole par les Parties.

L'indemnité portant sur les sommes recouvrées par TRANSDEV sur la société TROUILLET sera versée dans un délai de 30 jours maximum suivant la réception par TRANSDEV directement ou par l'intermédiaire d'un tiers de toute somme versée par ou au nom de TROUILLET au titre du retard dans la fourniture des bus. TRANSDEV s'engage à informer RLA de toutes les démarches amiables ou judiciaires entreprises contre TROUILLET à ce titre sur simple demande de RLA et a minima au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année civile à compter de la signature du Protocole.

ARTICLE 4 : TRANSACTION

Le présent Protocole constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et termine le différend visé par le présent Protocole.

Conformément à l'article 2052 du Code civil, le Protocole fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties d'une action en justice ayant le même objet. Chacune des Parties renonce en conséquence à tout recours, réclamation, procédure, instance ou action, née ou à naître, de quelque nature que ce soit, à l'encontre de l'autre Partie sur quelque fondement juridique que ce soit, pour les faits mentionnés dans le préambule de la transaction.

Les Parties conviennent que les stipulations du Protocole forment un tout indivisible et que les dispositions du Préambule en font partie intégrante.

Le Protocole ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion ni pour cause d'erreur de droit.

Les Parties s'engagent à exécuter le Protocole de bonne foi et à titre irrévocable, et notamment à prendre toute mesure permettant de purger les vices éventuels dont il pourrait être entaché.

En cas de recours dirigé contre le présent Protocole, les Parties restent tenues de l'ensemble de leurs engagements au titre du Protocole et de ses annexes.

Les Parties conviennent que, si un recours est formé contre le Protocole, elles se rencontreront et négocieront de bonne foi pour mettre en place les mesures ou la défense qu'elles considéreront appropriées afin de s'opposer utilement à ce recours.

En conséquence, sous réserve de l'exécution intégrale du présent Protocole, les Parties renoncent définitivement à tous autres droits, actions et prétentions, et à l'introduction de toute instance et action judiciaire, qui trouverait sa source directement ou indirectement dans les faits donnant lieu à la présente transaction.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties ne satisferait pas aux engagements souscrits au titre du présent Protocole, les Parties retrouveront l'ensemble de leurs droits et actions *initio*.

Les Parties précisent que chacun des engagements pris au titre du présent protocole résulte d'une négociation. Chacune des Parties déclare et reconnaît avoir disposé d'un temps de réflexion suffisant avant la conclusion des présentes et consentir aux concessions et engagements qui y sont stipulés sans réserve aucune.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Protocole entre en vigueur à la date de la dernière des signatures apposées par les Parties.

ARTICLE 6 : VALIDITÉ DES CLAUSES

Si l'une quelconque des stipulations du Protocole était ou devenait nulle au regard d'une disposition légale présente ou à venir, elle sera réputée non écrite sans affecter la validité des autres stipulations sous réserve de son remplacement par une stipulation valide au résultat équivalent ou le plus voisin possible des clauses invalidées, reflétant la commune intention des Parties.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ

Le Protocole est confidentiel tant dans son principe que dans son contenu à l'exception des Parties.

Il est convenu entre les Parties que sauf nécessité administrative, sauf à leurs Conseils astreints au secret professionnel, aux autorités publiques, nationales ou communautaires auxquelles cette transmission serait nécessaire en vertu d'une obligation légale ou réglementaire obligatoire ou en vue d'obtenir une autorisation ou une exemption nécessaire à la réalisation du présent protocole ou afin de contraindre l'autre partie à exécuter ses engagements en raison de son refus à le faire ou de son inexécution, il n'y aura aucune révélation ou communication, sous quelque forme que ce soit, relative tant à son existence qu'à son contenu, ou même d'informations concernant l'une quelconque de ses dispositions à des tiers quels qu'ils soient.

Les Parties s'engagent, à compter de la signature du Protocole, à s'abstenir de communiquer toute information susceptible de nuire à la réputation de l'une d'entre elles et de ne pas faire de quelque déclaration au public ni à un partenaire commercial, susceptible de nuire à l'image de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, les Parties s'engagent mutuellement à adopter un comportement loyal et de bonne foi dans l'exécution du présent Protocole.

ARTICLE 8 : AUTORITE DE LA CHOSE JUGÉE

En vertu de l'article 2052 du code civil, la présente convention revêt l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, de sorte que, sous peine d'engager leur responsabilité, les Parties ne pourront la dénoncer pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 9 : EXECUTION FORCÉE

Nonobstant les termes de l'avant dernier paragraphe de l'article 4 du présent Protocole, en cas de défaillance de l'une des Parties, l'autre aura la faculté de demander l'exécution forcée du Protocole devant le tribunal compétent, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant 15 jours calendaires à compter de la date de réception par l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 10 : LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Protocole est régi par la loi française. Les litiges relatifs à son interprétation ou son exécution qui ne pourraient être résolus amiablement, seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 11 : COMPETENCE DES SIGNATAIRES

Les Parties certifient que les signataires du présent protocole ont pouvoir de mettre un terme au règlement du litige exprimé en préambule.

ARTICLE 12 : FRAIS ET HONORAIRES

Chacune des Parties conservera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a exposés au titre de la négociation et de la finalisation du présent Protocole.

Mis en ligne le [à compléter] pour signature par toutes les Parties sur la plateforme de signature certifiée Docusign (<https://www.docusign.fr/>), chaque Partie ayant la possibilité de télécharger un exemplaire signé valant exemplaire original.

POUR LES PARTIES	
Fait à....., le.....	Fait à....., le.....
REGIE LIGNE D'AZUR Julie RETI Directrice générale	TRANSDEV COTE D'AZUR Antoine Séguret Président

Annexe

Annexe n°1 : RIB du compte de RLA